



Quand le gilet jaune est obligatoire... Les ministres romands des Finances n'ont reculé devant rien, hier, à l'usine Sottas de Bulle. ANTOINE VULLIOUD

En tenue de combat pour défendre la RFFA

/// Les ministres romands des Finances ont plaidé pour la RFFA soumise au vote le 19 mai.

/// Ils se sont retrouvés à l'usine Sottas, à Bulle, pour évoquer ce qu'en tirera l'économie suisse.

/// Dominique Butty et Christian Levrat étaient de la partie.

JEAN GODEL

VOTATIONS DU 19 MAI. Les défenseurs du projet de réforme fiscale et de financement de l'AVS (RFFA), soumis à votation populaire le 19 mai, ont revêtu leur gilet jaune pour tordre le cou aux arguments de leurs opposants. Hier matin, ils se sont réunis à l'usine Sottas de Bulle. Il y avait là les cinq directeurs des Finances romands, le conseiller aux Etats socialiste fribourgeois Christian Levrat, l'un des pères de la réforme, et Dominique Butty, président de l'Association des communes fribourgeoises. Passage en revue des troupes.

Pascal Broulis. Pour le conseiller d'Etat vaudois, la Suisse, en présentant cette réforme, ne cède pas à la pression internationale, mais respecte sa promesse de 2014 d'abolir les statuts fiscaux spéciaux. Car la Suisse fait toujours partie de la liste grise des paradis fiscaux établie par l'Union européenne. «Les entreprises ont besoin de stabilité et de prévisibilité.»

Charles Julliard. Une réforme qui ne profite qu'aux riches? «Et les 2 milliards que l'AVS dont tout le monde profitera? rétorque le Jurassien. Et la hausse de la

fiscalité des multinationales? Sans parler des PME locales, dont les impôts allégés profiteront à la compétitivité de la Suisse. Quant à l'argument du dumping fiscal, il ne le comprend pas: «Au contraire, l'actuelle amplitude fiscale entre cantons sera resserrée.» Et les abus de la RIE III ont été corrigés, termine-t-il.

Nathalie Fontanet. Il n'est pas sûr qu'en cas de non les multinationales resteront en Suisse, prévient la Genevoise. «A Genève, la RFFA leur fera payer 345 millions de plus. Et en cas de refus, le taux normal de 24,2% s'appliquera, soit une hausse de 209%! Lesquelles resteront? Nous avons discuté avec elles: en dessous de 14%, elles affirment vouloir rester compétitives. Pour leurs centres de décision, souvent à l'étranger, seul le taux compte.»

Bref, on ne peut pas prendre ce risque. Et la Suisse doit «se réveiller», elle qui vient de rétrograder de la première à la troisième place en termes d'attractivité pour les multinationales. Car ces grands groupes sont dans l'expectative. Un fait qu'a confirmé le matin même Laure Sottas Solenghi, lors d'une brève visite de son entreprise: une multinationale genevoise attend le résultat du 19 mai pour donner le feu vert au remplacement d'une vaste façade.

Roberto Schmidt. Les instruments fiscaux prévus par la RFFA ne choquent pas le Valaisan. Qui rappelle qu'en contrepartie la part cantonale à l'impôt fédéral direct passera de 17 à 21,2% et que l'imposition des dividendes sera relevée à au moins 70% pour la Confédération, 50% pour les cantons. Surtout, il rappelle la situation problématique du fonds AVS, plus assez alimenté depuis 2014. Résultat: un déficit de 2,2 milliards de francs en 2018.

Dominique Butty. Le syndic de Romont a salué l'intégration des communes aux discussions et le fait qu'avec la RFFA les cantons ont l'obligation de prévoir des compensations en faveur des collectivités publiques. Ce qui leur permettra de renoncer à revoir à la baisse leurs prestations.

Christian Levrat. Celui qui est aussi le président du PS suisse s'est d'abord amusé de sa présence, hier, aux côtés de ceux qu'il a combattus en lançant le référendum – gagné en 2017 – contre la RIE III. «Aujourd'hui, je suis un peu surpris par certains milieux de gauche pour qui 2 milliards pour l'AVS sont des *peanuts*.» L'unité de matière? Une question qui passionne les juristes, ironise-t-il. Et l'Office fédéral de la justice a donné son feu vert. «Cette réforme consacre ce qui fait tout le génie helvétique: l'art du compromis.»

Quant à son mode de financement, il n'aurait rien de choquant. Les 600 millions payés par les employeurs? Normal, ils bénéficient de la réforme, car les entreprises suisses verront leur taux d'impôt baisser. La part des salariés? Elle ne choque pas plus le socialiste: «Car ce sont surtout les hauts salaires qui paieront, les cotisations salariales n'étant pas plafonnées. A l'inverse, l'AVS bénéficie à tous. C'est l'assurance la plus égalitaire qui soit: 93% des Suisses touchent plus de l'AVS que ce qu'ils y ont cotisé.»

Conclusion: «Take it and run!» En d'autres termes: prenez ce paquet, qu'on puisse aller de l'avant, notamment avec la véritable réforme de l'AVS qui attend le Parlement fédéral. Et là, promis: Christian Levrat s'opposera à ses collègues du jour quand il s'agira de traiter du rehaussement de l'âge de la retraite des femmes. ■